

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 30 juillet 2023.

Une bonne nouvelle pour nos lecteurs les plus assidus : La société OVH continuera d'héberger notre portail au-delà du 24 décembre 2024, elle a annulé la menace qu'elle avait formulée de nous expulser de ses serveurs, suite à plusieurs plaintes qu'elle avait reçues de la CNIL, après que j'eus accepté de retirer les documents en cause, des vieux trucs sans intérêt, vous aviez pu suivre cette histoire dans les causeries.

Capitalisme: Stop ou encore? Leur conception du travail, de la vie, de la médecine, de la société, etc. un cauchemar, ils auront fini par tout pourrir. Bonnes vacances !

"*Tout est saturé*" : de l'île de Groix aux calanques de Marseille, cartes postales des dégâts du surtourisme en France - francetvinfo.fr 27 juillet 2023

[https://www.francetvinfo.fr/economie/tourisme/temoignages-tout-est-sature-de-l-ile-de-groix-aux-calanques-de-marseille-cartes-postales-des-degats-du-surtourisme-en-france_5931881.html#xtor=EPR-555-\[newsletterquotidienne\]-20230727&pid=459386-1676105518-3fb080c9](https://www.francetvinfo.fr/economie/tourisme/temoignages-tout-est-sature-de-l-ile-de-groix-aux-calanques-de-marseille-cartes-postales-des-degats-du-surtourisme-en-france_5931881.html#xtor=EPR-555-[newsletterquotidienne]-20230727&pid=459386-1676105518-3fb080c9)

Etat policier. Un prétexte de plus pour enclencher la répression.

À la Grande-Motte, se déplacer en maillot de bain dans la rue peut désormais coûter 150€d'amende - BFMTV 28 juillet 2023

À la Grande-Motte, c'est "*tenue correcte exigée*". Dans cette station balnéaire prisée de l'Hérault (120.000 touristes par an), la mairie applique un arrêté punissant de 150€le fait de se déplacer dans la rue "*en étant torse nu ou vêtu d'un simple maillot de bain*".

Entrée en vigueur en 2008 à 38€, cette amende a progressivement été augmentée sur demande des commerçants, exaspérés par le comportement de certains vacanciers. BFMTV 28 juillet 2023

J-C – Qu'est-ce que cela peut leur foutre, des braves gens ces commerçants ! En revanche, un corsage ouvert avec les seins qui pendent à moitié au dehors ou une jupe moulante au ras du cul c'est "*tenue correcte exigée*". Le tyran fait des émules...

Il ne leur manquera plus que le képi ou le casque colonial.

Gabriel Attal favorable à l'expérimentation de l'uniforme pour les établissements scolaires qui le souhaitent – BFMTV 28 juillet 2023

J-C – En Inde, c'est un énorme souci quasiment quotidien pour les parents et leurs enfants, parce que tous les ans ils doivent déboursier de l'argent pour faire refaire des uniformes, alors souvent ils n'en ont qu'un de rechange, il faut laver immédiatement le soir même celui de la journée pour qu'il soit sec deux jours plus tard au matin, sinon le gosse ne va pas à l'école. Et il faut investir dans un fer à repasser, sinon on s'en passe !

Le coin du militant. Qu'est-ce que Révolution permanente ?

Révolution permanente (RP) est une organisation politique française trotskiste, créée en 2021 à l'issue de l'exclusion/scission du Courant communiste révolutionnaire (CCR) du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Le CCR est officiellement fondé en avril 2011. (Wikipédia)

J-C - Donc parmi les partis trotskystes ou issus du trotskysme, Révolution permanente est issue du plus dégénérée, mêlant gauchisme, opportunisme, altermondialisme, tous les courants communautaristes propulsés par les idéologues de l'oligarchie financières anglo-saxonne de Davos.

Pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont manifestement pas – vous en serez totalement convaincus quand vous aurez lu la suite, ils ponctuent systématiquement leurs articles sur n'importe quel sujet par de longues références ou citations des ouvrages des dirigeants du marxisme, histoire de mieux tromper travailleurs et militants et les amener à adopter leurs positions ou leur orientation politique. En se faisant notamment les relais de la mystification sanitaire et climatique au côté de Macron, je vous laisse le soin de les caractériser.

Mystification et manipulation climatique à des fins politiques totalitaires.

Pour le savoir, il suffit de les écouter ou de les lire. Leur rhétorique et leur position sur la question climatique les trahissent, elles sont empruntés au Forum économique mondial (Davos), par conséquent, ce sont des opportunistes déguisés en révolutionnaires trotskystes.

Révolution permanente - Ce qui au XVIIIe et XIXe siècle relevait pour beaucoup de l'aléa climatique est devenu aujourd'hui une menace récurrente — si ce n'est permanente — du fait du réchauffement climatique global, qui s'est considérablement accéléré ces dernières décennies, et dont le mode de production capitaliste est la cause première.

- Les secteurs d'avant-garde de la grève contre la réforme des retraites, et au premier chef les éboueurs et les raffineurs sont également en première ligne de la crise écologique dont le volume croissant des déchets et les émissions de gaz à effet de serre sont des aspects centraux. revolutionpermanente.fr (La grève à l'heure du réchauffement par Pierre Reip - 29 avril 2023)

Mystification et manipulation sanitaire à des fins politiques totalitaires.

- « *Le virus était le choc exogène par excellence* ». revolutionpermanente.fr (Pandémies, crise climatique et léninisme écologique. Débat avec Andreas Malm par Marina Garrisi - 20 novembre 2020)

J-C - Exogène : Qui provient de l'extérieur, qui se produit à l'extérieur (de l'organisme, d'un système), ou qui est dû à des causes externes. (Le Grand Robert de la langue française)

Cela signifie que le Forum économique mondial qui avait conçu minutieusement de longue date ce scénario, comme l'a prouvé une multitude de documents et déclarations, y serait étranger, Davos ne pouvait trouver meilleurs avocats pour représenter sa mystification.

Révolution permanente - « *Il est pour ainsi dire logique que de nouvelles maladies étranges surgissent du monde sauvage : c'est précisément au-delà du territoire des humains que résident des pathogènes inconnus. Mais ce monde pourrait être laissé tranquille. Si l'économie actionnée par les humains ne passait pas son temps à l'assaillir, à l'envahir, à l'entailler, à le couper en morceaux, à le détruire avec un zèle frisant la fureur exterminatrice, ces choses n'auraient pas lieu.* »

Nous voilà donc remontés un peu plus haut dans la chaîne de causalité, à une étape où les chauves-souris semblent davantage être des victimes que des coupables.

- Le monde scientifique semble unanime, le COVID-19 n'est pas un virus manipulé. Il s'agit d'une zoonose, une transmission inter-espèce qui lui donne son caractère si dangereux puisque notre système immunitaire n'avait jamais été en contact avec cet hôte qui infectait jusqu'alors une espèce animale sauvage.

- Les scientifiques ont tiré la sonnette d'alarme à de nombreuses reprises et pas seulement sur la déliquescence de notre système de santé, mais bien sur les risques de pandémie par zoonose.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le fameux laboratoire P4 a été implanté en Chine, pour surveiller les risques à ce sujet.

J-C - Bref, ils ont repris à leur compte la propagande monstrueuse diffusée par l'OMS, Gates, Washington et Davos.

Pire encore, ces abrutis ont combattu les traitements efficaces contre la covid-19, ils sont coresponsables avec Macron des plus de 100 000 morts qui auraient pu être évités, qui ont été sacrifiés, exécutés, assassinés.

Révolution permanente - Et tout le cirque autour de la chloroquine, qui ressemble beaucoup à un conflit d'intérêt entre un certain professeur qui fait la une et le mari de l'ancienne ministre de la santé, avec les laboratoires pharmaceutiques tapis dans l'ombre.

J-C - Ces cinglés ont été jusqu'à soutenir les pires mesures liberticides imposées par Macron-Davos.

Révolution permanente - Une fois que l'épidémie circule en plusieurs endroits, seule une action déterminée misant sur la distanciation sociale et le confinement est en mesure de contenir la propagation. Plus l'action des pouvoirs publics est hésitante ou incohérente, plus il sera difficile de freiner sa progression.

- Pour endiguer la pandémie, il faut réellement rester chez soi, et ne plus croiser personne, si ce n'est un nombre très réduit de gens qui doivent eux aussi faire la même chose. revolutionpermanente.fr (Une tempête parfaite. Covid-19 et crise du capitalisme par Stephen Bouquin - 5 avril 2020)

J-C - Bref, des enragés, ils ont même été jusqu'à encouragé Macron à en rajouter une couche !

Stop, ne perdons pas plus notre temps avec ces gens-là, ils n'en valent pas la peine, ils s'appellent Révolution permanente, à éviter ou à fuir. Après vous ne pourrez pas m'accuser de ne pas avoir cherché une organisation dans laquelle s'organiser.

A paraître.

Les démasqués – Qui dirige réellement le monde ?

Auteur: Claude Janvier

Date de publication: août 2023

Notre planète est-elle dirigée par un groupuscule de financiers nomades et apatrides œuvrant pour l'établissement d'un gouvernement mondial ? Est-elle sous l'empire des propriétaires de Vanguard, qui n'aiment pas être sous les feux de la rampe, à savoir les Rothschild, les Orsini, les Bush, la maison royale britannique, les DuPont, les Goldman Sachs, les Soros, avec leur Open Society, les Morgan, les Vanderbilt, les Rockefeller et leurs satellites ?

Ces familles, adeptes des clubs très fermés et de l'ostracisme social, sont parfaitement identifiées dans la chronologie élaborée par l'auteur. Leurs sociétés tentaculaires, secrètes et discrètes, ont pour but essentiel de trouver, d'enrôler et de placer, selon leurs besoins, une élite politicienne à la tête des pays de leur choix, pour exécuter à la perfection les termes de leur agenda établi sous l'autorité du Forum économique mondial de Klaus Schwab et consorts...

Revenu de base universel garanti : Un « cadeau » empoisonné.

J-C – Entre nous, comment pourrait-il en être autrement venant d'eux.

Vous vous êtes déjà demandé pourquoi tous ces milliardaires sont favorables à ce que le gouvernement instaure un revenu de base universel garanti ? - reseauinternational.net 25 juillet 2023

L'économiste Richard Werner, ancien « *Young Global Leader* » devenu lanceur d'alerte, décrit comment ce « *cadeau* » est un appât pour mettre en place la monnaie CBDC. (L'acronyme *CBDC* signifie central bank digital currency, ce qui en français donne "*monnaie digitale de banque centrale*" (MDBC). - J-C)

Mais il y a un mais. Ils vous diront que c'est un projet d'une telle ampleur que pour le rendre possible, chacun devra au préalable se faire implanter une petite puce électronique sous la peau, de la grosseur d'un grain de riz. Personne n'aura plus jamais besoin de sortir une carte ou un portefeuille pour recevoir ou dépenser de l'argent. Les gens vont se bousculer au portillon pour être pucés CBDC et voilà le travail.

Il faut encore croire à la fée des dents pour avaler le récit du revenu de base universel garanti. Gardons à l'esprit que :

- L'argent n'est jamais gratuit, il y a toujours un prix à payer.
- Les milliardaires ne donnent pas leur argent, ils prennent beaucoup plus qu'ils ne donnent, autrement, ils ne seraient pas milliardaires.
- Le coût du projet devra vous revenir, les très riches ne paieront rien et c'est vous qui paierez d'une manière ou d'une autre.
- Le CBDC devra être mis en place avant le revenu universel de base, pas après.
- Si le programme de revenu voit le jour, il y aura des règles byzantines pour y accéder, des conditions restrictives pour y rester et bien sûr des impôts. En gros, vous ne verrez jamais la couleur de cet argent.
- Si quelques paiements étaient faits, ils seront payés en monnaie de singe, c'est-à-dire en argent CBDC programmable et avec date de péremption si non utilisé.
- L'argent comptant sera éliminé graduellement mais fermement, il ne restera que le troc pour échapper aux contrôles de l'État.
- Le troc sera vraisemblablement criminalisé.

Le revenu de base universel est le fromage sur la trappe à souris. Le but réel est le remplacement de la monnaie que l'on connaît par une nouvelle créature de l'État, une monnaie non accumulable dont vous aurez l'usage avant péremption, sous permission seulement, à usage contrôlé par l'État et sans confidentialité.

Une fois le CBDC en place, la trappe sera déclenchée et il n'y aura pas de retour en arrière. Ne tendez pas la main pour prendre ce cadeau empoisonné. reseauinternational.net 25 juillet 2023

France.

Monarchie héréditaire. Edouard Philippe retenu par le groupe Bilderberg pour succéder à Macron.

J-C – Il avait participé à la 64e assemblée annuelle du groupe Bilderberg du 9 au 12 juin 2016, à Dresde (Allemagne).

Edouard Philippe à l'Élysée en 2027 ? Emmanuel Macron le compte parmi ceux qui pourraient prendre sa suite - Le HuffPost 25 juillet 2023

Edouard Philippe fait à ce stade figure de prétendant principal pour endosser le costume de candidat de la majorité macroniste à la prochaine présidentielle.

Emmanuel Macron a évoqué ce mardi 25 juillet depuis Nouméa la possibilité que son ancien Premier ministre Edouard Philippe puisse « *prendre le relais* » à l'Élysée en 2027, en se disant soucieux « *qu'il y ait vraiment une suite* » à sa propre action. Le HuffPost 25 juillet 2023

En famille, le tyran Macron devrait défendre "*l'état de droit et les fondements de notre démocratie*" selon la Nupes.

J-C - Ce n'est pas un canular, au passage "*l'état de droit*" est destiné à profiter en priorité à ceux qui l'ont institué, quant à la "*démocratie*", c'est une pure vue de l'esprit, une supercherie politique. Avec de tels opposants, Macron et les oligarques peuvent dormir tranquilles.

La Nupes passe son temps à tenter de légitimer Macron en prétendant le combattre, dernier épisode en date.

La Nupes appelle Macron à prendre "*les mesures nécessaires pour l'ordre républicain dans la police*" - BFMTV 25 juillet 2023

Les socialistes, les insoumis, les écologistes... et même les communistes. Toutes les composantes de la Nupes signent un communiqué commun ce mardi pour dénoncer les propos tenus récemment par le directeur général de la police nationale, Frédéric Veaux, et appeler Emmanuel Macron à prendre "*les mesures nécessaires*".

Dans leur communiqué, les présidents de groupe de la Nupes dénoncent:

"Les plus hautes autorités policières ont remis en cause publiquement la décision de la justice."

Les mots employés par "*deux des plus hauts responsables de la police nationale ouvrent à présent la voie à toutes les surenchères*", avertit la gauche. Tout en déplorant la réaction d'Emmanuel Macron qui "*montre combien il n'a pas pris la mesure des dangers que font peser ces comportements pour le respect de l'état de droit et les fondements de notre démocratie*".

La Nupes lui demande de prendre "*les mesures nécessaires pour l'ordre républicain dans la police*". BFMTV 25 juillet 2023

J-C - Vous avez bien lu, selon ces vendus Macron serait garant de "*l'ordre républicain*", mais de quoi ils causent, lequel, pour qui ? Combien d'arrestations de policiers et d'emprisonnements pour abus de pouvoir caractérisé ou violence individuelle ou en bande organisée non justifiée contre des manifestants (ou parfois des passants, des badauds) désarmés ou pacifiques gravement blessés ou amputés d'un œil ou d'une main ?

Ils ont déjà oublié qu'il avait envoyé des canons, des chars et des missiles au régime néonazi de Kiev pour bombarder des populations civiles, afin que règne "*l'ordre républicain*" en Ukraine, en fait non, ils ne s'y sont pas opposés, ceci explique cela. Les confinements abusifs ou sans base scientifique, le passe sanitaire ou le code QR, les injections géniques expérimentales à ARN messenger quasi obligatoires qu'ils ont également approuvés, n'étaient-ils pas destinés à maintenir "*l'ordre républicain*" en place ? Leur refus de rompre avec Macron, aurait-il une autre explication ?

Ils sont déçus par leur président après avoir voté pour lui ! Macron est parfaitement dans son rôle.

Manuel Bompard (LFI): "*Le président de la République aurait dû suspendre le directeur général de la police nationale et le préfet de police de Paris*" - BFMTV 25 juillet 2023

Gérald Darmanin apporte son soutien aux policiers et au patron de la DGPN après ses propos polémiques - Le HuffPost 28 juillet 2023

Avant de rencontrer les syndicats, le ministre de l'Intérieur s'est exprimé devant la presse en compagnie du préfet de police de Paris Laurent Nuñez et du directeur général de la police nationale (DGPN) Frédéric Veaux. Et il a commencé par dire qu'il comprenait « *cette émotion, cette colère, cette tristesse* » des policiers quand on « leur crache dessus, les insulte et les vilipende

« *Ils ont besoin d'avoir le soutien de leur ministre* », a donc estimé Gérald Darmanin, toutefois « *quand l'un d'entre eux commet une faute, il doit être sanctionné* ». Mais selon le ministre, « *les policiers ne doivent pas être les seules personnes en France pour qui la présomption d'innocence n'existe pas* », et serait remplacée par une « *présomption de culpabilité* ».

« *Les policiers ne réclament pas l'impunité, mais le respect* », a ensuite fait valoir Gérald Darmanin.

Interrogé sur les propos du patron de DGPN, Gérald Darmanin s'est alors montré beaucoup plus loquace en apportant son plein soutien à Frédéric Veaux, « *un grand policier, un grand flic* ».

« Il a parlé comme parle un chef vis-à-vis de ses policiers, je le soutiens totalement et je suis très fier que ce soit un de mes collaborateurs », a ajouté Gérard Darmanin, sans donner directement son avis sur les propos avancés par Frédéric Veaux.

Force ouvrière au côté du trio Veaux-Nunez-Darmanin, le doigt sur la gâchette.

Juridiction spécialisée pour les policiers : les magistrats dénoncent un « renforcement de l'Etat policier » - Publicsenat.fr 28 juillet 2023

Confortés par le soutien de leur ministre de tutelle Gérard Darmanin, les syndicats de policiers continuent de diffuser leurs revendications, au premier rang desquelles : modifier la loi et assurer un statut particulier aux policiers. Dans une interview donnée au Figaro, Linda Kebbab, déléguée nationale du syndicat Unité SGP Police FO presse pour « légiférer rapidement ». « Nous voulons des magistrats spécialisés sur l'usage des armes par les forces de l'ordre, qui tiennent compte du fait qu'un policier qui utilise son arme n'imaginait pas l'utiliser cinq secondes avant », explique-t-elle.

La policière justifie sa demande sur RTL, prétextant un manque de discernement des magistrats. « On estime qu'ils n'ont pas toujours conscience des conditions dégradées de stress dans lesquelles les policiers font usage de leur arme et du coup qu'ils ne savent pas toujours bien apprécier les dossiers », affirme Linda Kebbab. Même si elle ne précise pas la forme que prendraient ces « magistrats spécialisés », cela laisse entendre que le syndicat Unité SGP Police FO plaide pour l'instauration d'une juridiction spécialisée. Publicsenat.fr 28 juillet 2023

J-C – Cela ne vous interpelle-t-il pas ? Combien de concessions ou arrangements ne nous a-t-on pas appelé à accepter pour être digne d'avoir notre place dans le mouvement ouvrier, alors qu'en réalité il s'agissait de cautionner de véritables compromissions aux conséquences incalculables et nuisibles pour la classe ouvrier, à notre combat politique et à notre idéal, pour le socialisme ?

On s'aperçoit ici qu'au début il s'agissait seulement de mettre le petit doigt dans l'engrenage de cette machine infernale, pour qu'à l'arrivée tout y passe sans qu'on ait obtenu quoi que ce soit ou aucune avancée vers notre objectif, bien au contraire puisqu'on n'a pas cessé de s'en éloigner.

Main tendue aux opportunistes, alliance électorale ou front unique avec eux, et finalement ils vont réclamer le droit de nous abattre en pleine rue en toute impunité. On aura au passage une pensée pour Rosa Luxemburg assassinée par la social-démocratie allemande en 1919. Quand admettrons-nous que c'est la pire erreur stratégique qui ait été commise ?

Gérald Darmanin face à la fronde des policiers, les syndicats satisfaits de « l'engagement très fort » du ministre - Le HuffPost 28 juillet 2023

Gérald Darmanin a reçu ce jeudi 27 juillet les organisations syndicales de policiers dans la soirée, dans un contexte de protestation chez les fonctionnaires de police à la suite de l’incarcération de l’un de leurs collègues à Marseille. Le ministre de l’Intérieur, resté silencieux jusqu’alors sur le mouvement des policiers qui s’en tiennent au service minimum via le « code 562 », leur a apporté leur « soutien ». Les syndicats du secteur se sont dits « satisfaits » de cet échange.

« *Les demandes d’Unité SGP Police, et les engagements immédiats du Ministre pour une mise en œuvre rapide !* », a félicité le premier syndicat de la police nationale sur Twitter. Parmi elles, un « *statut spécifique du policier mis en examen alors qu’il était en mission (détention provisoire, maintien du salaire, primes...), l’anonymisation totale et pour tous les agents...* ».

« *Il ne voit pas d’inconvénients en tout cas à travailler sur l’article 144 du code de procédure pénale qui est la détention provisoire afin qu’on mette une clause et que notamment les forces de l’ordre soient exclues de ce dispositif, dans l’exercice de leur mission bien évidemment* », a assuré Fabien Vanhemelryck, secrétaire général d’Alliance.

Cette proposition n’est « *pas entendable* » pour Anthony Caillé (CGT-Intérieur-Police), qui avait été interrogé jeudi matin sur Franceinfo. « *Avoir une justice d’exception à l’endroit des policiers, ça n’est pas acceptable* », « *ce serait grave dans une république, une démocratie* », avait dit ce syndicaliste.

J-C - Le régime fascisant de Macron "*une république, une démocratie*", la CGT soutient Macron et Darmanin comme elle peut !

Fronde dans la police et gouvernement discret : Jusqu’où ira la toute-puissance des syndicats ? - Le HuffPost 27 juillet 2023

La bienveillance du pouvoir politique à l’égard des syndicats de polices témoigne de leur puissance qui, semble-t-il, n’a cessé de s’accroître ces dernières décennies, selon l’avis de plusieurs spécialistes. Une tendance que la présidence Macron n’a pas stoppée, bien au contraire.

« *Depuis des années, les syndicats de police exigent le privilège de droits qui les distingueraient des citoyens, au-delà des moyens légitimes dévolus à la force publique* », résumait le sociologue Christian Mouhanna et le professeur de droit Olivier Cahn dans une tribune publiée mercredi 26 juillet dans Le Monde, « *depuis 2016, ils voient même cette exigence progressivement satisfaite par le législateur.* »

De fait, leur palmarès est conséquent depuis l’arrivée au pouvoir d’Emmanuel Macron, un président jugé pourtant peu complaisant à l’égard du dialogue social, ou des organisations syndicales en général. Au-delà des primes et revalorisations salariales décidées lors de la crise des gilets jaunes par exemple, ou d’un traitement de faveur pour la première version de la réforme des retraites, les syndicats ont vu plusieurs de leurs revendications satisfaites, comme la gratuité du train sous certaines conditions.

Parmi ces faits d'armes, il est sans doute un épisode encore plus révélateur de leur influence. Le 8 juin 2020, le ministre de l'Intérieur de l'époque Christophe Castaner annonce l'abandon de la technique de la clef d'étranglement, une méthode d'interpellation polémique, pointée du doigt après la mort de Cedric Chouviat, un livreur décédé lors de son interpellation à Paris. Il demande également « *qu'une suspension soit systématiquement envisagée pour chaque soupçon avéré d'acte ou de propos raciste.* »

Furieux, les syndicats appellent à manifester et posent menottes à terre. « *Les policiers ne considèrent plus Christophe Castaner comme étant légitimement leur ministre aujourd'hui. Il est indigne d'être le ministre de l'Intérieur* », assène alors Yves Lefebvre, le patron de l'unité Unité SGP Police à l'époque, le 11 juin sur Europe 1. Le ministre, proche d'Emmanuel Macron, ne résiste pas : il est débarqué moins d'un mois plus tard, à la faveur d'un remaniement.

« *Il ne faut pas se leurrer, ce sont eux qui l'ont fait virer. À ce moment-là, j'ai compris qu'ils avaient un pouvoir incroyable* », résumait à l'époque au HuffPost une source de premier plan au sein du ministère de l'Intérieur, avant que le principal concerné confirme la chose lors de l'émission « *Complément d'enquête* », diffusée à l'automne 2022.

Trois ans, et d'autres manifestations plus tard - dont une devant l'Assemblée nationale au cours de laquelle un syndicaliste souhaitait voir « *les digues de la Constitution* » céder -, les spécialistes sont nombreux à estimer que l'influence de ces organisations a encore franchi un cap. Ceci, à la faveur de la « *faiblesse du gouvernement* », selon les mots du chercheur spécialiste des questions de police, Sebastian Roché.

J-C - Cette explication ne tient pas ou elle est insuffisante, l'essentiel est ailleurs. Macron contrairement à ses prédécesseurs est un produit de marketing entièrement fabriqué par les oligarques de l'extrême-centre, à eux seuls il doit sa légitimité et il a des comptes à rendre, c'est à la fois sa faiblesse et sa force à la manière bonapartiste. Il est seul sans jamais vraiment l'être. Il semble avoir du pouvoir mais il n'en a absolument aucun. Il exécute leurs ordres. Il dit et fait ce que ses conseillers lui disent ou il doit leur soumettre toutes ses initiatives avant réalisation. Il est en permanence sous leur contrôle, le peu de liberté qu'ils lui accordent concerne certaines dispositions dans des domaines très limités, en cas d'erreur ou de dérapages ils répareront les dégâts et les médias se chargeront de les instrumentaliser à son avantage, au départ en le chargeant, ensuite en le ménageant pour retrouver sa pureté originelle...

Le HuffPost - « *L'autorité de l'État commence par l'autorité sur ses propres fonctionnaires. Or aujourd'hui, je pense que le gouvernement a peur* », assurait-il dans les colonnes de Télérama, le 24 juillet dernier, « *on le voit, l'équilibre du rapport de force est très précaire. Les syndicats de police ont le pouvoir qu'on leur donne et celui-ci dépend de la solidité du gouvernement.* »

J-C - "*La solidité du gouvernement*" repose sur une imposture, de même que l'Etat ou le capitalisme, l'ignorance des masses bien entretenues ou conditionnées.

Le HuffPost - Christian Mouhanna et Olivier Cahn pointent le même phénomène. « *Si certains policiers se sentent aujourd'hui en position de force au point de réclamer un statut au-dessus des lois, c'est que l'institution policière est -parvenue, depuis quelques années, à*

convaincre le gouvernement qu'il ne tient que par elle », écrivent-ils dans leur tribune, en ciblant la « *surenchère permanente* » au sein des forces de l'ordre.

J-C - Compte tenu que Macron est le produit d'un coup d'Etat, et qu'il pratique l'abus de pouvoir en guise de gouvernance conformément à la Constitution bonapartiste de la Ve République, les policiers ne voient pas pourquoi en contrepartie de leur loyauté ou de leurs services rendus, ils ne profiteraient pas des mêmes privilèges d'impunité ou d'un régime d'exception, bref, cela fait tache d'huile comme l'on dit. Ils veulent bien continuer à assumer leur fonction de gardien du régime ou de l'ordre en place, les conséquences de la politique ultra réactionnaire appliquée par Macron, à condition qu'on leur octroie davantage de pouvoir, le régime bonapartiste basculant ouvertement dans la dictature caractérisée.

Le HuffPost - Dans ce contexte, les policiers frondeurs peuvent toujours compter sur la droite et l'extrême droite, prompts à convertir leurs revendications sur le terrain politique et législatif. À titre d'exemple, Éric Ciotti, Marine Le Pen ou encore Éric Zemmour plaident de longue date pour la création d'une « *présomption de légitime défense* », qui reviendrait, in fine, à leur accorder le « *statut spécial* » qu'ils réclament aujourd'hui, et les exonérerait des qualités du code de procédure pénale. Dès lors, la réponse du gouvernement se fait sur une ligne de crête, entre respect de l'État de droit et hommage aux forces de l'ordre. Elle risque, cependant, d'être difficile à tenir d'un côté comme de l'autre si la contestation s'installe dans la durée.

J-C - Qu'il se rassure, la justice sait faire preuve de bienveillance envers les forces de l'ordre, elle est au service de l'ordre, ce qu'ils appellent aussi l'ordre républicain. Quelques exemples.

Depuis l'épisode des Gilets jaunes, depuis 2018 et les centaines de plaintes déposées contre des policiers par des manifestants, combien ont été déclarées recevable par le parquet, moins de 10%, et combien ont donné lieu à des condamnations, moins de 10% également, et combien ont écopé de la prison ferme, aucun !

5 ont été condamnés à de la prison avec sursis, dont deux sur Paris :

- 2 et 4 mois le 19 décembre 2019, en outre le tribunal a décidé de ne pas inscrire la peine sur son casier judiciaire pour qu'il puisse continuer d'exercer, quelle sollicitude, c'est touchant ! (AFP)

- Un autre sur Montauban le 11 juillet 2023 a écopé de 6 mois avec sursis. (AFP).

- Un autre (Nancy) a pris 2 mois avec sursis le 15 mars 2023, "le tribunal a également prononcé une dispense d'inscription au bulletin numéro 2 du casier judiciaire du policier. Ce dernier encourait trois ans de prison et 45 000 euros d'amende. Ce jugement est conforme aux réquisitions prononcées par le représentant du ministère public." (AFP)

- Le dernier, le 23 juin 2020 le tribunal correctionnel de Strasbourg l'a condamné à 18 mois de prison avec sursis. (rue89strasbourg.com)

Bref, la collusion est flagrante, les deux institutions, judiciaire et policière, appartiennent toutes les deux à l'appareil répressif de l'Etat.

Traitements des Gilets jaunes par la justice.

En novembre 2019, selon un bilan provisoire, Le Monde évoque « *une réponse pénale sans précédent* » avec notamment plus de 10 000 gardes à vue et plus de 3 100 condamnations, soit « *un record pour un mouvement social* », dont « environ 400 ont donné lieu à des peines de prison ferme avec incarcération immédiate (dites « *avec mandat de dépôt* ») ».

Selon Amnesty International, entre novembre 2018 et juillet 2019, 11 203 manifestants sont placés en garde à vue. Plus de la moitié (5 962 manifestants) est libérée sans poursuites. En 2019, 20 280 personnes sont reconnues coupables d' « *outrage à l'encontre de personnes dépositaires de l'autorité publique* », y compris dans des contextes de manifestations, dans certains cas pour des slogans. En tant qu'organisme de défense des droits de l'homme considérant la plupart des gardes à vue comme des entraves au droit de manifester, l'ONG estime que 40 000 personnes au total ont été abusivement condamnées dans le cadre de ce mouvement depuis fin 2018.

Début décembre 2018, après avoir appelé à « *entrer* » à l'Élysée, Éric Drouet fait l'objet d'une enquête pour « *provocation à la commission d'un crime ou d'un délit* » et « *organisation d'une manifestation illicite* » ; le mois suivant, il est interpellé pour la troisième fois et placé en garde à vue.

La justice est suspectée de freiner les plaintes visant la police. Le Canard enchaîné indique le 8 mai 2019 qu'aucune des 227 procédures ouvertes par l'Inspection générale de la Police nationale (IGPN) n'a abouti. À cette date, l'IGPN a bouclé 59 enquêtes, dont les dossiers ont été envoyés à la justice, mais cette dernière n'a encore pris aucune décision, ni de poursuivre ni de classer. (Wikipédia)

Rappel sur l'Etat policier déjà en vigueur.

« *Nous n'avons pas de regret sur la façon dont nous avons mené l'ordre public et la sécurité publique. C'est une crise inédite depuis 50 ou 60 ans, personne n'a eu à affronter ce que nous avons eu à affronter avec Christophe Castaner et les choses se sont quand même globalement bien passées en matière d'ordre public* », a déclaré Laurent Nuñez lors de l'émission le «Grand Jury» sur RTL/LCI/le Figaro.

« *Quand il y a une agression contre des policiers et qu'il y a une riposte proportionnée, oui il peut y avoir des blessés* », a estimé Laurent Nuñez, « *ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un œil a été éborgné, que la violence est illégale* ». « *Je ne présente pas d'excuse, je m'en remets à la justice de mon pays* », a-t-il ajouté.

Alors que le procureur de Paris a annoncé jeudi que des policiers seront jugés pour violence, le secrétaire d'Etat a souligné que « *le nombre d'enquête est très faible au regard de l'engagement qui a été celui des policiers* » et « *le nombre de dossier pour lequel le procureur annonce qu'il pourrait y avoir des poursuites est encore plus faible* ».

« *Une poursuite ne veut pas dire qu'il y aura condamnation* », a-t-il aussi dit, assurant qu'en cas de condamnation, il y aura appel. « *J'ai toute confiance dans les policiers et gendarmes de ce pays [...] Nous savons qu'ils ont employé la force de manière proportionnée dans la plupart des cas, et la force n'a été employée que quand il s'agissait de riposter à des agressions violentes contre eux-mêmes ou contre nos institutions* », selon lui.

« Avec Christophe Castaner nous avons toujours dit que s'il y avait des fautes commises dans l'emploi de la force, il y aurait bien évidemment des sanctions », a-t-il toutefois assuré, ajoutant qu'il s'agissait d'un « nombre infime de cas ». liberation.fr/AFP 2 juin 2019

Le journaliste David Dufresne dénombre, au 13 avril 2019, 1 décès et 613 personnes blessées par les forces de l'ordre, dont 238 blessées à la tête, 23 éborgnées et 5 ayant eu une main arrachée. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, dément toute violence policière. Wikipédia

4 ans plus tard, ils récidivent.

Les émeutes qui ont suivi le décès du jeune Nahel en 2023, ont fait l'objet du même traitement, plus de 1000 arrestations en 4 jours, des centaines de condamnations à de la prison ferme parfois sur simple présomption de participation à des pillages, pour avoir été au mauvais endroit au mauvais moment.

Les émeutes ont occasionné 1 000 arrestations et 600 incarcérations - AFP/Le Point 19 juillet 2023

Au total, 1 278 jugements ont été prononcés, avec 95 % de condamnations, a détaillé le ministre. Il a ajouté que 1 300 personnes avaient été déférées au parquet et que 905 avaient fait l'objet d'une comparution immédiate. À l'issue de ces audiences, 1 056 personnes ont été condamnées à une peine d'emprisonnement, dont 742 à une peine ferme avec un quantum moyen de 8,2 mois. Pour l'instant, 600 personnes ont été incarcérées.

En 2005, après trois semaines de révolte urbaine consécutives à la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois, poursuivis par des policiers, 4 728 personnes avaient été interpellées et la justice avait prononcé plus de 400 condamnations à des peines de prison ferme. AFP/Le Point 19 juillet 2023

A lire aussi :

Comment la police met fin à l'État de droit - frustrationmagazine.fr 25 Juillet 2023

<https://www.frustrationmagazine.fr/police-etat-droit/>

Dans la foulée.

Mort d'Adama Traoré en 2016 : le parquet de Paris requiert un non-lieu pour les gendarmes - Le HuffPost/AFP 26 Juillet 2023

Le parquet de Paris a requis ce mercredi 26 juillet un non-lieu au terme de l'enquête sur la mort en juillet 2016 d'Adama Traoré dans l'enceinte de la gendarmerie de Persan (Val-d'Oise) à la suite de son interpellation par des gendarmes, a appris l'AFP de source proche du dossier.

Cette évolution était attendue, personne n'ayant été mis en examen dans cette affaire emblématique. La décision finale sur un éventuel non-lieu ou une relance des investigations revient désormais aux juges d'instruction chargés du dossier.

La famille de la victime accuse les militaires d'avoir pratiqué un « *plaquage ventral* », s'appuyant sur des déclarations initiales de l'un des gendarmes selon lequel Adama Traoré « *a pris le poids de nos corps à tous les trois* » lors de son arrestation. Ils accusent aussi les gendarmes de n'avoir pas porté secours au jeune homme.

Adama Traoré avait eu un malaise dans leur véhicule avant de décéder dans la cour de la gendarmerie de la ville voisine de Persan. Il avait été laissé menotté jusqu'à l'arrivée des pompiers.

Selon un rapport rendu en janvier 2021 par quatre experts belges, confirmé en août 2022 par un complément d'expertise, son décès a été causé par un « *coup de chaleur* » qui n'aurait toutefois « *probablement* » pas été mortel sans son interpellation par les gendarmes, qui avaient menotté le jeune homme alors qu'il se débattait allongé sur le ventre. Le HuffPost/AFP 26 Juillet 2023

En complément.

A l'extrême droite toute !

- Le principal problème concerne la capacité de réformer, de légiférer dans le sens de la fermeté et de la sanction. Cette difficulté est liée à l'impuissance d'une majorité relative.

Aujourd'hui, compte tenu de l'Etat de l'opinion, les esprits sont mûrs pour que puissent être votées des lois qui poussent à une plus grande fermeté pénale. Tout le problème est dans la capacité d'Emmanuel Macron à aller dans ce sens. Avec la majorité relative, il fait face à une difficulté pour faire passer des réformes. Elles seront en panne de majorité. Elles risquent également de renforcer les Républicains au détriment de la macronie. Aller dans ce sens de la fermeté, qui est réclamé notamment par les Républicains, va conduire à affaiblir la macronie au bénéfice des Républicains.

Toute la question est de savoir si, étant donné ce qu'est aujourd'hui la demande sociale de rigueur, de fermeté, de plus grandes possibilités de sanctions pénales, il ne serait pas nécessaire pour Emmanuel Macron de prendre ce risque politique en allant dans un sens très clairement plus répressif, ce qui correspondrait à l'inflexion à droite de son positionnement et de son électorat, qui s'est droitifié lors des élections de 2022 par rapport à 2017. Ce choix lui permettrait de correspondre à la logique de son évolution. Atlantico 27 juillet 2023

Lu.

- Macron sait l'importance décisive de la complaisance judiciaire apportée à son système mais également le nécessaire soutien policier à son régime vermoulu.

Eh bien si Monsieur le président il y a plein de gens dans votre système qui sont au-dessus de la loi. À commencer par vous-même, ce qui est fort normal en raison de votre immunité constitutionnelle. Mais également par l'indulgence judiciaire dont vous bénéficiez pour vos activités antérieures à votre entrée à l'Élysée, indulgence étendue à vos amis. Jusqu'à présent François Bayrou, Richard Ferrand, Alexis Kohler, Thierry Solère, Olivier Dussopt, François de Rugy, Jean-Paul Delevoye, Muriel Pénicaud, Agnès Buzyn, Bruno Lemaire, les dirigeants de McKinsey France, les protagonistes de l'affaire Alstom, ceux de l'affaire du fonds Marianne, de l'affaire BPI France, etc. etc. tout ceux-là et bien d'autres encore sont au-dessus de la loi.

Parole d'internaute

- Le chef de la police attaque la Constitution, sa femme siège au Conseil Constitutionnel 25 juillet 2023 Corruption, Etat policier (photo)

<https://contre-attaque.net/2023/07/25/le-chef-de-la-police-attaque-la-constitution-sa-femme-siege-au-conseil-constitutionnel/>

Frédéric Veaux, un policier, passé par l'anti-terrorisme, la BRI et le renseignement. Il a notamment travaillé avec Bernard Squarcini, chef de la police politique sous Sarkozy, aujourd'hui consultant privé au service de milliardaires et mis en cause dans plusieurs affaires judiciaires. En 2020, Frédéric Veaux est nommé Directeur Général de la Police National, c'est-à-dire patron de tous les policiers de France, à la tête de 150.000 hommes.

En juillet 2023, Frédéric Veaux sort de son devoir de réserve et prend la défense d'un agent de la BAC ayant fracassé la tête d'un jeune homme à Marseille, avant de le laisser pour mort. Il déclare que savoir le policier en prison *«l'empêche de dormir»* et *«qu'avant un éventuel procès, un policier n'a pas sa place en prison»*. Le numéro 1 de la police française dénonce donc une décision de justice, viole ouvertement la Constitution et piétine le principe de séparation des pouvoirs. C'est-à-dire, en principe, la garantie minimale pour ne pas être en dictature.

Véronique Malbec est une femme de loi. Elle a été procureure à Rennes et à Versailles, puis secrétaire générale du ministère de la Justice et directrice de cabinet du ministère, sous les ordres de Dupont Moretti. En février 2022, elle est nommée par le clan Macron pour siéger au Conseil Constitutionnel, l'instance chargée de veiller au respect de la Constitution et du principe de séparation des pouvoirs. C'est le Conseil Constitutionnel qui a notamment validé la réforme des retraites en avril 2023, alors que la loi avait été imposée par 49-3 en violant tous les principes démocratiques.

S'il fallait respecter la Constitution, le chef de la police aurait dû être mis à pied immédiatement après ses propos. Et l'on aurait dû lui rappeler que commettre une infraction en étant policier est en principe une circonstance aggravante, et pas atténuante. Mais Véronique ne va pas sanctionner son mari Frédéric.

Le macronisme est un petit clan qui s'est emparé de tous les postes clés de la République et qui a donc supprimé tous les contre-pouvoirs institutionnels. Méthodiquement.

Tribune libre.

De la république policière à la république fasciste ? par Frédéric Lordon

<https://reseauinternational.net/de-la-republique-policiere-a-la-republique-fasciste/>

Mon commentaire :

J-C – A quel exercice Lordon s’est-il livré, sinon s’en prendre au *Monde* qui ne défendrait plus la Ve République qui lui est si chère (à Lordon).

Lordon – Passée dans une économie morale séparée, la police a totalement perdu de vue la nature exorbitante des prérogatives qui sont les siennes dans une société : être mandatée pour détenir des armes et possiblement s’en servir. Des prérogatives aussi extraordinaires ne sauraient aller sans la conscience d’une responsabilité extraordinaire. Mais non : la police veut pouvoir tirer à tuer sans être empêchée, ou cogner jusqu’à laisser pour mort sans être réprimandée.

J-C – C’est faire l’impasse sur la répression violente dont la police fit usage depuis 1958, exemples : le 17 octobre 1961 ; mai 67 en Guadeloupe ; mai-juin 68 ; 1984 à 1988, puis le 17 janvier 2008 en Nouvelle-Calédonie ; 2016 manifestants contre la loi Travail ; 2018 mouvement des Gilets jaunes, etc.

Lordon – ...et tout ce que le garde des Sceaux, c’est-à-dire le conservateur de la Constitution et de sa Déclaration des droits de l’homme, trouve à répondre...

J-C – Lordon le revendique ouvertement, le soi-disant opposant se démasque ici. Les aspects bonapartistes et antidémocratiques de la Constitution de la Ve République passent à la trappe. Quant à la “*Déclaration des droits de l’homme*”, c’est celle du bourgeois égoïste décrite à une autre époque par Marx.

Lordon – Sans doute en France, le mot (république – J-C) a-t-il reçu sa signification de la Révolution. Au moins la « *république* » d’alors, à défaut du tour qu’elle prit ensuite, était toute marquée des idéaux de démocratie et d’égalité, dont il est patent que la Ve République finissante leur est devenue totalement étrangère.

J-C – Confirmation, il est nostalgique de la bonne Ve République de papa et maman... Il va en prendre la défense plus loin, entendez, avant toutes les institutions ou officines qu’ils citent fonctionnaient admirablement bien, remplissaient bien leurs fonctions et méritaient notre admiration !

Lordon – En réalité nous connaissons désormais parfaitement les vrais territoires perdus de la république : ce sont les commissariats, les fourgons de police, la préfecture et l’IGPN, mais aussi le bureau du garde des sceaux(...), les tribunaux(...), les instituts médico-légaux (...), les prisons et les CRA (...) tous ces médias (...). Voilà les vrais territoires perdus de la république – à l’exact envers de ceux qui sont usuellement donnés pour tels, ces quartiers

d'où monte pourtant la demande d'égalité la plus authentiquement républicaine, où la valeur de la république – car dans une république démocratique et sociale il n'y en a qu'une : l'égalité – est prise au sérieux.

J-C – L'égalité, c'est justement celle qui est irréalisable sous un régime dont les fondements reposent sur les inégalités sociales entre les classes. Lordon le sait, c'est un manipulateur.

Lordon – Mais c'est bien le bâtiment entier de la Ve « République », dans toutes ses structures, qui est en train de s'effondrer.

J-C – Voilà ce qui l'inquiète tant que cela.

Lordon – Alors le registre « policier » imprègne et sature toute la vie publique – et c'est bien ainsi que se qualifie une république policière.

Lordon – ...nous pouvons nous rendre au constat irréfragable que nous sommes passés dans une république policière.

Lordon – ...il y a tout lieu de craindre que la république policière ne soit qu'une configuration transitoire dans un mouvement appelé à se poursuivre : vers la république fasciste.

Lordon – ...« Police républicaine » est devenu le plus sinistre des oxymores.

J-C – Il vient tout juste de le découvrir, alors qu'en 2012 un ministre de l'Intérieur était devenu Président de la Ve République, Sarkozy. Diable, quelle audace !

Lordon – Dès le départ, il faut l'avouer, la confusion était installée. Car « république » n'ayant jamais rien dit d'autre que « chose publique », elle est en elle-même une catégorie qui ne préjuge rien quant à sa forme, et peut tout aussi bien s'accommoder, selon les catégories usuelles de la philosophie politique, de la monarchie, de l'oligarchie ou de la démocratie...

J-C – Et les rapports sociaux qui sont à la base du mode de production en vigueur, il faudrait lui rappeler que cela existe et que même cela détermine tout le reste...

Lordon – Tel un immeuble effondré, tous les étages de la politique institutionnelle se sont écroulés les uns sur les autres...

J-C – Encore un regret ?

Lordon – ...même mépris pour les réels principes d'une démocratie libérale.

J-C – C'est son idéal, une Ve République vertueuse en somme !

Lordon – Les menées ouvertes du ministre de l'Intérieur contre son président devraient être à la une de tous les médias, tourner en boucle. Rien.

Lordon – En six ans, le macronisme, totalement ignorant de ce qu'est une société, des forces qui la composent...

J-C – Visiblement il est dépassé par les événements ou il n’y comprend pas grand-chose.
Lordon – Malheureusement, ils (la “*bourgeoisie éclairée*”, “*humaniste et cultivée*”, la “*bourgeoisie-de-gauche*” – J-C) ne sont pas les seuls à qui il faut faire comprendre la différence entre un état et une évolution, un point et une trajectoire – et une vitesse de parcours de la trajectoire à partir du point.

J-C – A qui donc s’adresse Lordon, aux lecteurs du *Monde*, ça on l’avait compris, c’est bien connu que c’est là aussi qu’on trouve les opposants les plus déterminés à Macron, mais plus précisément, à la “*bourgeoisie éclairée*”, “*humaniste et cultivée*”, la “*bourgeoisie-de-gauche*”, du coup tout s’explique, mais alors, cet article ne nous était pas destiné et on a encore perdu notre temps, eh ben oui grand bêta !

Combat politique contre le wokisme, la théorie de genre et la pédophilie qui va avec.

Lu.

L’OMS s’immisce discrètement, mais sûrement, dans l’éducation sexuelle des tout petits. (De 0 à 4 ans).

Voici un extrait d’un de ses rapports, publié en 2013 :

OMS : Bureau régional pour l’Europe. Standards pour l’éducation sexuelle en Europe. Un cadre de référence pour les décideurs politiques, les autorités compétentes en matière d’éducation et de santé et les spécialistes. Santé sexuelle

Page 35 :

1.3 Pourquoi commencer l’éducation sexuelle avant l’âge de quatre ans ?

«Nous l’avons dit à plusieurs reprises : l’éducation sexuelle doit être comprise dans un sens large et holistique, et la sexualité considérée en tant que potentiel positif de l’être humain. L’enfant est un être sexué dès sa naissance, même si sa sexualité est différente de celle des adultes à de nombreux égards, notamment dans son expression, ses contenus et ses objectifs.

À chaque âge, chaque étape de développement, il aura des questions et des comportements spécifiques (p, ex, découverte et exploration de son corps et de celui de ses camarades en jouant au docteur, se plaire à montrer son corps et à regarder celui des autres, faire preuve de pudeur envers autrui, etc.) auxquels il s’agira de réagir par une pédagogie adaptée.

Le développement psychosexuel pendant l’enfance va de pair avec le développement de compétences physiques, émotionnelles, cognitives et sociales. Nous renvoyons au chap. 3.2 pour une description détaillée du développement psychosexuel de l’enfant».

Page 38 : 0-4 ans

«*Le plaisir et la satisfaction liés au toucher de son propre corps, la masturbation enfantine précoce, la découverte de son propre corps et de ses parties génitales, le fait que le plaisir lié au contact physique est un aspect normal de la vie de chacun*».

Page 39 : 0-4 ans

«*Le droit d'explorer les identités sexuelles*».

https://www.sante-sexuelle.ch/assets/docs/Standards-OMS_fr.pdf

Les buts nauséabonds de cette organisation montrent le degré d'abjection, d'amoralité, de dépravation et de débauche de ses dirigeants et de ses maîtres.

J-C – On ne vous le fait pas dire, ce sont des monstres et il faudrait neutraliser leur capacité de nuisance...

Combat contre l'arnaque et la dictature climatique.

Le catastrophisme climatique prend froid. c'était une vulgaire manipulation pour entretenir une psychose collective.

J-C - En temps réel leur supercherie est dévoilée, un vrai bonheur. Sur un ton désabusé, ces malfaisants expriment un regret, lisez attentivement.

Après une dernière semaine de juillet plus fraîche, quelles sont les prévisions pour le mois d'août? - BFMTV 27 juillet 2023

Les deux premières semaines du mois d'août s'annoncent fraîches sur la partie nord du territoire, et dans les normales de saison dans le sud, avant une nouvelle hausse des températures.

La première quinzaine s'annonce plutôt fraîche et humide en raison de la masse d'air océanique qui sera toujours présente au-dessus du territoire.

Elle apportera "une couverture nuageuse assez importante et un temps parfois pluvieux au nord" au début du mois, prévoit Météo France. Côté températures, elles devraient être "*en-dessous ou localement proches des normales de saison*".

Le soleil dominera tout de même sur le pourtour méditerranéen, avec un mistrale et tramontane bien présents.

"*Dans le sud de la France, les températures modélisées sont plus élevées mais ne devraient que rarement excéder les valeurs de saison*", abonde Guillaume Séchet, météorologue et journaliste BFMTV sur son site.

Cette relative fraîcheur pourrait perdurer jusqu'au 20 août sur la partie nord, selon le modèle de prévision européen, cité par Guillaume Séchet. Des températures de saison s'imposeront

par ailleurs dans la partie sud et aucune "anomalie thermique" n'est prévue pour la fin du mois.

Avec une première quinzaine "relativement fraîche" et une deuxième "possiblement plus estivale mais sans excès", le mois d'août "pourrait finalement être un mois classique et se situer dans les normales saisonnières", conclue Guillaume Séchet.

Francetvinfo la veille.

- **Feux de forêts : les Bouches-du-Rhône et le Var en alerte orange ce jeudi, le Vaucluse plus concerné**
- **Incendies en Sicile : Catane toujours dans la fournaise**
- **Sicile : incendies dévastateurs autour de Palerme**
- **Incendies en Algérie : le bilan est lourd**
- **Incendies en Grèce : le tourisme menacé à Corfou**
- **Les pays de la zone Méditerranée luttent contre chaleurs et incendies suffoquants**

Peu importe, le jour même, soit le 27 juillet 2023, ils en rajoutent.

- **Sécheresse : Mandelieu-la-Napoule repeint la pelouse en vert**
- **Incendies en Grèce : spectaculaires paysages de cendres sur l'île de Rhodes**
- **Sicile : l'église Santa Maria di Gesù complètement calcinée à Palerme**
- **Réchauffement climatique : on vous explique la "théorie du donut"**
- **Incendies et canicule en Grèce : "Nous vivons une préfiguration des étés futurs", s'inquiète un météorologue à l'Observatoire national d'Athènes**

Il y a du gaz dans l'eau !

- La vapeur d'eau (H₂O) est un gaz à effet de serre, c'est-à-dire que sa présence dans l'atmosphère limite la capacité de la Terre à se refroidir en émettant du rayonnement infrarouge vers l'espace. Sa contribution est supérieure à celle du dioxyde de carbone (CO₂) ou du méthane (CH₄), car ces derniers sont présents à l'état de traces : il y a typiquement dix fois plus de vapeur d'eau que de CO₂ dans l'atmosphère.

Le soleil est vivant !

- Le mouvement du soleil provoque le réchauffement et le refroidissement de la terre dans le cycle de Hallstatt de 2200 ans.

Les changements de distance entre le Soleil et la Terre sont l'une des deux principales raisons du réchauffement et du refroidissement de la Terre, et, soit dit en passant, des autres planètes également. Comme la terre, le soleil se déplace autour du centre de masse du système solaire, mais sur une orbite beaucoup plus compliquée.

L'autre raison principale est les changements cycliques du nombre de taches solaires et donc de l'intensité du rayonnement.

Cet article est destiné à utiliser les publications scientifiques issues de l'astrophysique de la lune pour un texte aussi compréhensible que possible. La question est connue depuis plusieurs siècles, et il y a eu récemment des différences en raison de l'ampleur des changements.

<https://reseauinternational.net/le-mouvement-du-soleil-provoque-le-rechauffement-et-le-refroidissement-de-la-terre-dans-le-cycle-de-hallstatt-de-2200-ans/>

Totalitarisme. Désinformation. Propagande de Davos. Pas besoin de manger de la viande pour être enragé et nuisible.

J-C - La totalité de leur argumentation est fautive, une pure invention, une machination téléguidée depuis le Forum économique mondial.

Rappel : Le pourcentage de CO² dans l'air dû à l'activité humaine (ou anthropique) est insignifiant. Il est passé de 0,03 à 0,04% en un siècle, il a augmenté de 0,01% en un siècle. Le CO² présent dans l'air provient essentiellement de la végétation et des océans (à 94% environ). La hausse de la température précède la hausse du taux de CO² dans l'air.

La consommation de viande est-elle "l'une des causes" des fortes chaleurs et incendies comme l'assure Sandrine Rousseau ? - BFMTV 26 juillet 2023

"La consommation de viande est une des causes de ce qui se passe en Algérie, Espagne, Grèce, Chine, Arizona et partout", a écrit la députée écologiste de Paris ce mercredi sur Twitter.

"Quand on parle des incendies, il est important de les lier au dérèglement climatique. Et je pense que ce tweet fait le lien. Il y a aujourd'hui un consensus scientifique clair sur la question, la consommation de viande participe au dérèglement climatique que l'on connaît", souligne Charlie Brocard, chercheur spécialisé en alimentation à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Les études menées ces dernières années sont claires, pour préserver l'environnement, nous devons abaisser notre consommation de viande. À quel point? Les résultats des diverses études varient. Celle partagée par l'université d'Oxford dans la revue *Nature* préconise une

diminution de 90% pour rester dans l'objectif d'1,5°C en plus d'ici 2050. L'étude de l'Iddir, elle, pointe plutôt vers une diminution de l'ordre de la moitié.

"La viande est responsable d'une large part de la déforestation, de la consommation d'eau et in fine de nos émissions de CO2. Ces incendies sont directement liés au réchauffement de la planète. Se prendre en photo avec un steak c'est nier le problème climatique et notre responsabilité dans celui-ci". BFMTV 26 juillet 2023

J-C – Ce qu'il y a de bien avec ces psychopathes endurcies, c'est que leur argumentation est tellement hors sol ou grotesque, qu'on n'a même pas besoin de le démontrer. En présence d'une telle imposture, vous avez le droit de les traiter de dingues, d'ordures, de ce qu'ils sont en réalité puisque leurs réelles intentions sont nuisibles à l'espèce humaine.

Santé.

Lu.

En 2020, on dénombre 11 millions de Français porteurs de maladies chroniques, chiffre qui augmente chaque année, et même 20 millions si on rajoute l'hypertension artérielle et l'obésité. On délivre de plus en plus de médicaments (40 % des Français prennent un médicament tous les jours)... et les gens ne vont pas mieux pour autant... on soigne mais on guérit rarement.

J-C – Tout s'explique !

L'étude publiée dans The Lancet qui a révélé que les vaccins COVID ont causé des décès retirée 24 h après sa publication - lemediaen442.fr 27 juillet 2023

Une nouvelle étude, menée par des chercheurs médicaux respectés, et publiée dans *The Lancet* a indiqué que les vaccins COVID ont en fait tué des gens ; l'étude a été elle-même tuée 24 heures plus tard. Cette étude a été menée par le Liberty Counsel, qui a été l'un des principaux combattants devant les tribunaux contre les nombreuses campagnes de vaccination COVID de la part de l'administration Biden pendant la pandémie.

Le rapport indique que l'étude a été réalisée par le Dr Peter McCullough et d'autres, et a été publiée dans *The Lancet*. Mais elle « a été rapidement censurée dans les 24 heures suivant sa publication car elle montrait des preuves claires que les vaccins COVID-19 étaient responsables de nombreux décès ».

Sur les 325 autopsies examinées, « l'étude a révélé que les injections de vaccins ont directement causé ou contribué de manière significative à jusqu'à 74% de ces décès ». L'étude s'appelait « *Un examen systématique des résultats d'autopsie dans les décès après la vaccination contre le COVID-19* », et elle était publiée sur *The Lancet* le 5 juillet.

Mais en moins de 24 heures, elle n'était plus là... The Lancet a affirmé qu'il y avait des problèmes de « *critères de sélection* ». Le fondateur de Liberty Counsel, Mat Staver, a déclaré :

« *Les scientifiques valident les dangers des injections de COVID-19 et confirment que ces injections n'ont jamais été sûres ni efficaces. La censure du débat scientifique est répréhensible et dangereuse. Le gouvernement, les médias et des éléments des communautés médicales et scientifiques tentent intentionnellement et sciemment de tromper le public.* »

Le rapport indique que McCullough, un épidémiologiste renommé et « *l'un des cardiologues les plus publiés aux États-Unis avec plus de 1 000 publications évaluées par des pairs* », a réalisé l'étude avec huit autres chercheurs qui comprenaient le chercheur de Yale, le Dr Harvey Risch, le pathologiste Dr Roger Hodkinson et le Dr Paul Alexander, anciennement du ministère de la Santé et des Services sociaux.

« *Collectivement, ils ont examiné 678 études examinant les liens de causalité possibles entre les injections de vaccins et la mort et ont identifié 325 autopsies méritant une enquête plus approfondie. L'étude a déclaré que chaque autopsie avait été* » examinée de manière indépendante « *par trois médecins pour déterminer la cause du décès* », indique le rapport.

Ce que nous pouvons en conclure :

Un total de 240 décès (73,9 %) ont été jugés de manière indépendante comme étant directement dus ou induits de manière significative par l'injection.

Parmi ceux-ci, il y avait un accord indépendant complet (des trois médecins) sur le fait que l'injection causait ou contribuait au décès dans 203 cas (62,5 %).

Le système organique le plus impliqué [ayant subi une blessure mortelle] était le système cardiovasculaire (53 %).

La plupart des décès sont survenus dans la semaine suivant la dernière vaccination de la personne.

Le rapport du Liberty Counsel a noté que les résultats étaient similaires à ceux d'une étude évaluée par des pairs l'année dernière par le Dr Peter Schirmacher et d'autres scientifiques allemands qui ont examiné 25 décès, trouvant que cinq des victimes « *sont probablement mortes exclusivement de l'injection du vaccin.* »

McCullough dénonce cette censure :

« *Ils essaient de tuer l'étude pour que le monde ne voie pas les données.* »

L'étude elle-même a averti : « *Une enquête plus approfondie est nécessaire pour confirmer nos résultats et élucider davantage les mécanismes sous-jacents aux issues fatales décrites dans le but d'atténuer les risques pour le grand nombre de personnes qui ont pris un ou plusieurs vaccins COVID-19.* » lemediaen442.fr 27 juillet 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

A propos du régime monstrueux ukrainien soutenu par tous les partis parlementaires.

La maternité de substitution en Ukraine est en plein essor - Réseau International 26 juillet 2023

Ukraine devient de plus en plus un centre d'approvisionnement en produits vivants : de la chair à canon pour la guerre avec la Russie, des morts et des blessés pour les transplantologues noirs, des nouveau-nés pour les riches familles occidentales. Il n'y a plus d'industrie, plus d'éducation, plus de médecine, plus de science – il n'y a plus que la traite des êtres humains.

Il était une fois, à l'aube de l'indépendance, les autorités de Kiev qui promettaient de faire de l'Ukraine une seconde France et l'une des principales économies européennes. En réalité, il s'est agi d'une seconde Somalie : en l'espace de trente ans, le pays a sombré dans une pauvreté abjecte, la population mettant ses biens en gage chez les prêteurs sur gages pour vivre quelques jours de plus, et la gestation pour autrui est devenue quasiment le seul secteur en croissance de l'économie ukrainienne.

«Au cours de la dernière décennie, la maternité de substitution est devenue une industrie mondiale en plein essor. Si la maternité de substitution est légale dans la plupart des États des États-Unis, elle reste illégale dans la majeure partie de l'Europe et dans de nombreuses autres parties du monde, ce qui signifie que les personnes intéressées doivent chercher des mères porteuses en dehors de leur propre pays. En Ukraine, cependant, l'industrie est en plein essor. Car même dans les pays où ces services sont autorisés, les prix peuvent atteindre des sommets astronomiques», écrit la publication multimédia américaine Politico.

Les femmes ukrainiennes viennent en aide à l'Occident ; elles sont prêtes à porter les enfants d'autrui pour une récompense très modeste. C'est en Ukraine que se trouve l'une des plus grandes agences de trafic d'enfants au monde. Réseau International 26 juillet 2023

J-C - Tous se disent contre la GPA en France, sauf quand elle a été pratiquée à l'étranger, ils demandent à ce que les enfants soient reconnus, ce qui revient à cautionner ou encourager le trafic de corps humains (des femmes) et d'enfants. C'est leur conception de l'humanisme, pas la nôtre.

Sommet Russie-Afrique en continu : Vladimir Poutine ouvre la deuxième journée - RT 27 juillet 2023

La capitale du Nord accueille, les 27 et 28 juillet, le deuxième sommet Russie-Afrique. Une cinquantaine de délégations sont attendues à cet événement qui ambitionne de redynamiser les relations entre la Russie et le continent africain.

«La Russie applique des efforts pour soulager le fardeau de dettes des pays d'Afrique. A l'heure actuelle la somme des dettes annulées représente 23 milliards de dollars», assure

Vladimir Poutine. «Nous allons octroyer, à ces fins de développement, 90 milliards de plus», assure le président russe.

«Il est temps de corriger l'injustice historique à l'égard du continent africain» lance Vladimir Poutine, soulignant que «la situation dans beaucoup de régions de l'Afrique demeure instable». «Beaucoup de conflits internationaux et ethniques demeurent non réglés. Il y a des crises politiques, économiques et sociales aigües, c'est bien sûr l'héritage lourd de l'époque coloniale.»

«L'Afrique est prête à résoudre les problèmes qu'on disait hors de sa zone d'intérêts», a estimé le président russe, affirmant «respecter» et «prendre en considération» les initiatives africaines.

«La Russie a soutenu d'une manière active l'initiative de donner à l'union africaine une place au G20. Ce serait une décision correcte, qui reflète les réalités de la distribution des forces dans le monde moderne» ajoute-t-il, déclarant également que la Russie est prête «à considérer les propositions d'élargir la représentation des Africains dans les structures onusiennes, y compris dans le contexte de la réforme du Conseil de sécurité».

«Nous nous prononçons contre l'utilisation du sujet du climat, de la défense des droits de l'homme et du soi-disant agenda des sexes, à des fins politiques égoïstes», a déclaré Vladimir Poutine, en ouverture de la première session plénière de ce 28 juillet du sommet Russie-Afrique.

«Nous rejetons les pratiques illégitimes comme les sanctions unilatérales et les mesures restrictives, en réalité mesures de châtements qui endommagent les pays qui mènent une politique indépendante. Ces mesures créent des problèmes économiques mondiaux et entravent le développement. Naturellement, nous rejetons la substitution du droit international par le soi-disant ordre basé sur les règles que l'Ouest promeut», a poursuivi le chef d'Etat.

Celui-ci souligne que la Russie et l'Afrique sont unies par l'aspiration de défendre la souveraineté véritable. Une aspiration «qui ne signifie pas l'isolationnisme», mais une coopération entre Etats «égaux dans leurs droits».

Pour lire la suite actualisée :

<https://francais.rt.com/international/106451-saint-petersbourg-deuxieme-sommet-russie-afrique>

Saint-Pétersbourg : Russes et Africains s'entendent sur un monde multipolaire sans «néocolonialisme» - RT 28 juillet 2023

Clap de fin pour le deuxième sommet Russie-Afrique qui s'est tenu ces 27 et 28 juillet dans la capitale du Nord. Lors d'une intervention le second jour, aux côtés du président de l'Union africaine (UA) et des Comores Azali Assoumani, Vladimir Poutine a annoncé que la Russie et l'ensemble des pays africains qui étaient représentés lors de ce sommet s'engageaient à bâtir un monde «juste, démocratique et multipolaire».

La déclaration adoptée à l'issue de ce sommet prévoit notamment, en plus d'une coopération accrue dans les domaines de l'approvisionnement alimentaire, l'énergie et l'aide au développement, que Moscou aidera les pays africains à «obtenir réparation pour les dégâts économiques et humanitaires causés par les politiques coloniales» occidentales, y compris «la restitution des biens culturels» pillés.

«*La lutte contre l'Apartheid, contre le colonialisme, n'est pas uniquement menée dans l'intérêt des pays africains*» avait assuré Vladimir Poutine, lors d'une session plénière le matin même, soulevant la parenté dans la lutte contre le nazisme, l'Apartheid et le colonialisme ayant uni l'URSS et aux pays africains.

«*Qui a détruit la Libye, qui a détruit l'Etat libyen ?*», s'est notamment ému Oleg Ozerov, dans des propos rapportés par le site Lenta.ru. Avant de répondre : «*Nous savons tous comment cela s'est passé. Ce sont les Occidentaux, à commencer par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ils ont fourni des armes, du renseignement, cela ressemble beaucoup à ce qui arrive aujourd'hui en Ukraine.*»

Des descendants de libérateurs africains participeront au forum Russie-Afrique grâce à RT - RT 26 juillet 2023

Plusieurs descendants de leaders africains légendaires participeront à des sessions organisées par la chaîne de télévision RT dans le cadre du forum Russie-Afrique qui aura lieu à Saint-Petersbourg les 27 et 28 juillet. RT a également invité plus de 140 rédacteurs en chef et journalistes de médias africains au forum. Les sessions seront animées par des présentateurs et des correspondants de la chaîne.

Les descendants de leaders africains, à savoir Nelson Mandela, Patrice Lumumba, Gamal Abdel Nasser, Samora Machel, Julius Nyerere, Kenneth Kaunda, Oliver Tambo et Ahmed Ben Bella, prendront part à la session intitulée «*Panafricanisme : origines, présent, avenir*», afin d'aborder le rôle de ce mouvement pour bâtir l'avenir du continent, mais aussi dans le cadre de l'amitié historique entre la Russie et l'Afrique. Cette session réunira pour la première fois des personnalités politiques et médiatiques comme Ndileka Mandela, Roland Lumumba, Nomatamba Tambo, Josina Machel et d'autres. La discussion sera modérée par Moussa Ibrahim, chef du bureau de RT en Afrique.

Le présentateur de RT Arabic Salam Mosafir modérera la session «Un monde multipolaire de l'information : le rôle des pays arabes d'Afrique dans les nouvelles réalités des relations internationales», qui donnera une tribune à des représentants égyptien, algérien, libyen, marocain, tunisien, soudanais et mauritanien.

"Les sanctions adressées à la Russie en réalité sont adressées à l'Afrique" - fr.sputniknews.africa 28 juillet 2023

L'Afrique n'a reçu que 3% des céréales qui auraient dû être livrées aux pays nécessiteux en vertu de l'accord d'Istanbul, regrette un responsable de l'Association des engrais de l'Afrique

de l'Ouest. C'est donc l'Afrique et non pas la Russie qui a été frappée par les sanctions antirusse, a-t-il indiqué à Sputnik Afrique.

Les sanctions occidentales imposées à Moscou, qui est un des plus grands producteurs d'engrais et de céréales, n'ont pas vraiment d'effets sur la Russie mais en ont beaucoup sur l'Afrique. C'est ce qu'a indiqué à Sputnik Afrique Malick Niang, membre du conseil d'administration de l'Association des engrais de l'Afrique de l'Ouest (WAF) en charge de la Communication.

Pas un seul navire transportant des engrais russes n'a quitté les ports de Russie alors que l'accord céréalier était en vigueur. Même les engrais que Moscou est prêt à fournir gratuitement ont été bloqués dans les ports occidentaux.

"Pourquoi bloquer des produits qui sont destinés aux Africains, s'interroge M.Niang. Nous ne comprenons pas."

"Et c'est la raison pour laquelle nous venons ici [en Russie] pour comprendre directement ce qui se passe. [...] Le vœu de la Russie c'est un partenariat gagnant-gagnant avec l'Afrique et nous sommes prêts aussi pour ça."

En outre, il a approuvé l'idée d'utiliser des monnaies nationales dans les règlements bilatéraux.

"Nous ne voyons aucun inconvénient aujourd'hui à commercer avec un partenaire avec n'importe quelle devise, que ce soit du rouble, du yuan, pourquoi pas?" fr.sputniknews.africa 28 juillet 2023

Seconde Guerre mondiale. Le saviez-vous ?

J-C – « *Les libérateurs* » ont laissé périr entre 1 et 1,5 million de prisonniers allemands, quand ils ne les ont pas achevés.

Camp américain de prisonniers allemands en 45/46 : L'étendue de la honte

Près d'un million de prisonniers de guerre allemands ont trouvé la mort dans les camps des occupants alliés en 1945/46. Leur mort a été sciemment calculée. L'histoire de COMPACT «*Les camps de la mort des Américains*» revient sur ce meurtre de masse d'Allemands.

L'historien canadien James Bacque a documenté la mort massive de prisonniers de guerre allemands en 1945/46 dans les camps des forces américaines dans leur zone d'occupation, déguisée sous l'appellation lénifiante «*Other Losses*» («Autres pertes»). Ses conclusions sont documentées dans l'histoire de COMPACT «*Les camps de la mort des Américains*».

Bacque lui-même a été profondément bouleversé lorsqu'il a pris connaissance pour la première fois de ce crime de guerre. C'est à lui que nous devons la preuve que le général Dwight D. Eisenhower, qui haïssait les Allemands, a délibérément organisé et systématiquement dissimulé ce meurtre de masse qui reste impuni à ce jour. L'ampleur de

l'horreur : près d'un million de soldats allemands ont été tués après la guerre alors qu'ils étaient prisonniers des Américains, mais aussi des Français.

L'historien a écrit sur le martyre des Allemands dans les camps des prairies du Rhin et dans d'autres établissements :

«Les causes de la mort ont été sciemment créées par des officiers de l'armée qui disposaient de suffisamment de nourriture et d'autres moyens pour maintenir les prisonniers en vie. Les organisations humanitaires qui tentaient d'aider les prisonniers dans les camps américains se voyaient refuser l'autorisation de le faire par l'armée. Tout cela a été caché à l'époque et ensuite dissimulé sous des mensonges».

Dans une interview de 2004, le Canadien a défendu ses chiffres de victimes, considérés comme surestimés par d'autres historiens :

«Aucun historien n'a jamais mis en doute le fait que plus de 1,5 million d'Allemands ont péri après 1945 en captivité chez les Alliés. Le débat portait uniquement sur les responsables de leur mort».

Et de poursuivre : *«Les «historiens de cour» des deux côtés se sont mutuellement rejeté la faute pendant les décennies de la guerre froide. Après avoir étudié les dossiers à l'Est et à l'Ouest, j'en arrive à la conclusion qu'il y a eu environ un million de prisonniers de guerre allemands morts à l'Ouest et – cela peut vous surprendre – un demi-million à l'Est».*

Dans l'histoire de COMPACT *«Les camps de la mort des Américains»*, Bacque est en outre cité comme suit : *«Les mêmes sources, y compris les sources alliées occidentales ainsi que les sources allemandes, montrent qu'entre 1945 et 1950, beaucoup plus d'Allemands ont péri que la moyenne européenne de l'époque de douze pour mille personnes. En fait, ce nombre accru de décès se chiffre en millions».*

<https://reseauinternational.net/camp-americain-de-prisonniers-allemands-en-45-46-letendue-de-la-honte/>

Commentaire d'un internaute.

- Dans le livre – remarquable! – *«Tempête Infernale – La Mort de l'Allemagne Nazie»* – 1944-1947 -, Thomas Goodrich dénonce sans ambages cet authentique crime de guerre et contre l'Humanité perpétré par Eisenhower (et ses subordonnés) en le chapitre 8 intitulé indescriptible! C'est que, hypocritement Eisenhower avait refusé d'accorder le statut de *«Prisonniers de guerre»* aux centaines de milliers de soldats allemands capturés dans le gigantesque *«Coup de filet»* de l'encerclement du *«Groupe d'armées West»* (les *«SS»* étant, eux, systématiquement passés par les armes) ... lors que – Thomas Goodrich s'attache à le dire -, à l'Est, les prisonniers allemands étaient traités par les Russes conformément selon les termes de la Convention de Genève !

«Dieu, que je déteste les Allemands» écrivait le juif Eisenhower à sa femme en 1944 ... Pour ce faire, Eisenhower a délibérément *«inventé»* le statut de *«D.E.F.»* (Forces Ennemies Désarmées) : *«Avec ce tour de passe passe et en violation directe de la Convention de Genève, Eisenhower peut désormais s'occuper en secret de ceux qui sont en son pouvoir, à*

l’abri des regards indiscrets du monde extérieur” (Bacque, “Last Dirty Secret 34, 37, 38” ... cité par Goodrich en page 296) ... Il convient néanmoins de mentionner que, pour sa part, Patton, haïssant mortellement les Russes ... plus encore que Eisenhower haïssait les Allemands, aura témoigné, en tant que “Gouverneur” de la Bavière, de sa ... sympathie complice à l’égard de ses propres prisonniers et notamment ... des “SS” ... C’est bien pourquoi Eisenhower le “limogera” en le neutralisant en tant que commandant de l’inutile “15ème armée” ... Et sa mort ... “accidentelle” (?) sera assez “suspecte” pour être attribuée aux “boucs émissaires idéals” : les Russes ! ...

Ajoutons à cela le fameux “Plan Morgenthau” – authentique préméditation d’un crime contre l’Humanité – qui prévoyait d’accomplir ce que Hitler méditait et que Speer a saboté – : noyer les mines de la Ruhr et ramener l’Allemagne à son stade pré industriel ... Ajoutons aussi que la France – qui avait bien plus de “titres” pour haïr les Allemands, n’ont pas été plus tendres avec eux ... Maints prisonniers de guerre ont “sauvé leur peau” en s’engageant ... dans la “Légion étrangère” ... On les retrouvera dans le Corps expéditionnaire d’Indochine ...

Afrique.

Niger.

Des manifestants au Niger réclament le retrait des troupes françaises du territoire - fr.sputniknews.africa 27 juillet 2023

Une manifestation a eu lieu ce jeudi 27 juillet devant l’Assemblée nationale à Niamey, la capitale du Niger. Les participants ont exigé le retrait des militaires français et exprimé leur soutien aux putschistes qui avaient annoncé quelques heures plus tôt avoir destitué le Président Bazoum, a relaté la chaîne de télévision française TV5 Monde.

J-C –Vous noterez que tous sans exception se croient légitimes pour décider du sort du peuple nigérien à sa place.

Coup d’État. Niger : le président Bazoum renversé par des putschistes - Courrier international 27 juillet 2023

Le président nigérien, Mohamed Bazoum, au pouvoir depuis 2021 et dernier allié des Occidentaux dans le Sahel, a été renversé mercredi 26 juillet par des putschistes. Le sort du chef de l’État, retenu depuis mercredi dans sa résidence par la garde présidentielle, restait incertain jeudi.

Au terme d’une journée confuse, marquée par d’apparentes négociations avortées entre le président Bazoum et les putschistes, et les multiples appels de la communauté internationale au respect des institutions, un groupe de militaires, emmené par le colonel major Amadou Abdramane, s’est présenté mercredi 26 juillet au soir devant les caméras de la télévision nationale.

“*Nous, Forces de défense et de sécurité (FDS), réunis au sein du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), avons décidé de mettre fin au régime que vous connaissez*”, a déclaré M. Abdramane. “*Cela fait suite à la dégradation continue de la situation sécuritaire, la mauvaise gouvernance économique et sociale*”, a-t-il ajouté.

Selon la BBC, les putschistes ont “*dissout la Constitution, suspendu les institutions, fermé les frontières du pays*”, et décrété un couvre-feu national. Ils ont également assuré qu’ils respecteraient “*les engagements souscrits par le Niger*” à l’international, ainsi que “*l’intégrité physique et morale des autorités déchues*”.

Cinquième coup d’État depuis 1960

“*La partie est donc terminée*” pour le président démocratiquement élu Mohamed Bazoum, soupire Wakat Séra. “*Le Niger renoue-t-il avec la tradition des coups d’État ? Le pays en est à son cinquième putsch militaire depuis son indépendance en 1960.*”

Le quotidien burkinabè souligne en outre que le coup de force “*intervient au moment où le Niger, comme d’autres pays du Sahel et de la sous-région, fait face à des attaques terroristes qui endeuillent, constamment, les Forces de défense et de sécurité et les populations civiles*”.

CNN rapporte que “*des centaines de manifestants*” s’étaient rassemblés à Niamey dans la journée pour défendre la démocratie et apporter leur soutien au président Bazoum, avant d’être dispersés par des tirs de sommation par la garde présidentielle à leur arrivée devant le palais présidentiel.

Mais “*jusqu’à 400 d’entre eux*” étaient encore dans les rues dans la soirée de mercredi, “*certains brandissant des photos de Bazoum et des pancartes où l’on pouvait lire : ‘Non à la déstabilisation des institutions de la république’*”, ajoute la chaîne américaine.

“*Dernier grand allié de l’Occident*”

Après le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Tchad et le Soudan, le Niger passe donc à sous tour sous la coupe des militaires, au grand dam des Occidentaux. Le Niger est en effet “*le dernier grand allié de l’Occident dans une région troublée, traversée par les principales routes migratoires vers l’Europe, et marquée par la violence terroriste, la pauvreté et le changement climatique*”, observe El País.

Le Niger est en outre “*le pays qui accueille l’essentiel des soldats de l’opération militaire française Barkhane, depuis son expulsion du Mali par la junte militaire*”, ajoute le quotidien madrilène. La ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, a condamné mercredi “*toute tentative de prise de pouvoir par la force*” au Niger.

Le secrétaire général de l’ONU Antonio Guterres a pu parler avec le président Bazoum pour lui exprimer son “*soutien total*” et “*sa solidarité*”.

Les États-Unis, qui ont exigé “*que les membres de la garde présidentielle libèrent le président Bazoum et s’abstiennent de toute violence*”, et rappelé que le Niger était “*un partenaire crucial*” de Washington, ont également tout à craindre de ce nouveau putsch au Sahel, analyse le correspondant à Washington d’Al-Jazeera.

Les Américains “*ont deux bases de drones*” et 800 soldats au Niger, remarque Mike Hanna. Mais surtout, le pays est “*le dernier allié américain dans cette région particulière du monde. Les gouvernements du Mali voisin et du Burkina Faso ont été renversés par des coups d’État militaires*”, ont “*expulsé les soldats français qui s’y trouvaient*” et se sont tournés vers “*les forces soutenues par la Russie pour se protéger*” – le groupe Wagner, en l’occurrence. “*Cela pourrait bien être la prochaine étape*” au Niger, augure-t-il. Courrier international et francetvinfo.fr 27 juillet 2023

Si le tyran Macron réclame la libération du président "démocratiquement élu", c'est que le coup d'Etat était légitime. Troupes françaises et américaines hors du Niger !

Niger : la "tentative" de coup d'Etat contre le président Mohamed Bazoum n'est pas "définitive", estime le Quai d'Orsay - AFP/francetvinfo.fr 28 juillet 2023

La France ne considère pas comme “*définitive*” la “*tentative*” de coup d’Etat au Niger, où des militaires putschistes séquestrent le président “*démocratiquement élu*” Mohamed Bazoum, a déclaré vendredi 28 juillet la ministre française des Affaires étrangères. Catherine Colonna a évoqué “*des possibilités de sortie si les responsables de cette tentative entendent le message de la communauté internationale*”.

Emmanuel Macron a parlé à plusieurs reprises à son homologue Mohamed Bazoum dont “*nous demandons la libération*”, a-t-elle rapporté face à la presse. Le président nigérien “*dit qu’il est en bonne santé et nous souhaitons non seulement qu’il soit libéré mais libéré en totale sécurité lui et sa famille comme préalable au retour à l’ordre constitutionnel*”, a exhorté la ministre.

A Niamey, l’armée a apporté jeudi son soutien aux militaires putschistes, qui ont accusé la France, dont 1 500 soldats se trouvent au Niger, d’avoir enfreint la fermeture des frontières en faisant atterrir un avion militaire à l’aéroport international de Niamey. Ils ont appelé “*une fois pour toutes au respect strict des dispositions*” prises par la junte.

La Communauté économique des Etats d’Afrique de l’Ouest (Cédéao) “*exige la libération immédiate du président Mohamed Bazoum qui reste le président légitime et légal du Niger reconnu par la Cédéao*”. Selon la cheffe de la diplomatie française, “*la Cédéao s’est expliquée avec la plus grande clarté*”. AFP/francetvinfo.fr 28 juillet 2023

Le ministère russe des Affaires étrangères a appelé à une normalisation de la situation au Niger - RT 27 juillet 2023

Maria Zakharova a exprimé ce 27 juillet «l’inquiétude» de la Russie au sujet des récents événements survenus au Niger.

«*Nous appelons les parties du conflit à ne pas recourir à la force et à trouver une solution à toutes les questions litigieuses par la voie d’un dialogue pacifique et constructif*», a poursuivi la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, dans un communiqué. RT 27 juillet 2023

Mali.

Le Mali abandonne le français comme langue officielle - Réseau International 27 juillet 2023

Le Mali a supprimé le français en tant que langue officielle, une décision qui intervient plus de six décennies après l'indépendance de Bamako. Cette décision figure dans la nouvelle Constitution de ce pays d'Afrique de l'Ouest, adoptée samedi.

Vendredi, la Cour constitutionnelle de Bamako a validé les résultats définitifs d'un référendum organisé en juin sur un projet de Constitution, déclarant que celui-ci avait été approuvé à 96,91% par les électeurs.

Le français sera la principale langue de travail, tandis que les 13 langues nationales parlées dans le pays seront officiellement reconnues comme langues officielles. Soixante-dix autres langues locales, dont le bambara, le bobo, le dogon et le minianka, dont certaines ont obtenu le statut de langue nationale par décret en 1982, seront conservées. Russia Today

Economie.

États-Unis: les taux directeurs de la FED à un niveau sans précédent depuis 2001 - RFI 27 juillet 2023

Une nouvelle fois, la décision a été prise à l'unanimité. La Banque centrale américaine augmente son principal taux directeur d'un quart de point, passant ainsi de 5,25 à 5,5%. C'est le niveau le plus élevé depuis janvier 2001, mais aussi la 11^e hausse de ce genre depuis mars 2022.